

## COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième session de la Conférence commune  
des planificateurs, des statisticiens et des  
démographes africains

Addis Abeba, 5 - 14 mars 1984

COLLECTE ET ANALYSE DES DONNEES DEMOGRAPHIQUES  
DANS LA REGION AFRICAINE  
RAPPORT D'ACTIVITE

Table des matières

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION .....	1 - 4
PROGRES ENREGISTRES DANS L'EXECUTION DES PROGRAMMES DE LA SERIE DE RECENSEMENTS DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION DE 1980 .....	5 - 13
SUJETS SUR LESQUELS DOIVENT PORTER LES SERIES DE RECENSEMENTS DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION .....	14 - 20
PROGRAMMES D'EVALUATION DES RECENSEMENTS .....	21 - 29
PUBLICATION ET DIFFUSION DES RESULTATS DES RECENSEMENTS .....	30 - 38
PROBLEMES DECOULANT DE LA PLANIFICATION ET DE L'EXECUTION DES PROGRAMMES DE RECENSEMENT .....	39 - 57
ENREGISTREMENT DES DONNEES DE L'ETAT-CIVIL .....	58 - 61
ENQUETES DEMOGRAPHIQUES .....	62 - 64
ASSISTANCE TECHNIQUE .....	65 - 70
ANNEXE I - SITUATION DE LA SERIE DE RECENSEMENTS DE LA POPULATION DE 1980	
ANNEXE II - CONSEILLERS REGIONAUX DE LA CEA ET DU SERVICE CONSULTATIF REGIONAL EN STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES DANS LE DOMAINE DES STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES	

Pour des raisons d'ordre technique, la présente traduction n'a pas été révisée.

## INTRODUCTION

1. Les recensements de la population, les enquêtes démographiques par sondage et les systèmes d'enregistrement des données de l'état civil constituent les principales sources de données démographiques. Le présent document vise à rendre compte des activités menées dans ces trois domaines dans la région africaine depuis la tenue de la deuxième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains.

2. Les discussions sur les activités en matière de recensement de la population seront axées sur les progrès enregistrés dans le domaine des recensements africains durant la période du Programme mondial de recensement de la population et de l'habitation de 1980. En général, le Programme mondial couvre les recensements effectués ou devant être effectués pendant la période 1975-1984. Il convient de rappeler que, lors de la dernière Conférence commune, il avait été signalé que la série de recensements de 1980 avait déjà démarré et qu'un certain nombre de pays avaient achevé leurs opérations de recensement sur le terrain. Certains de ces pays avaient alors commencé à publier les résultats de leur recensement et d'autres en étaient à la phase de traitement des données de leur recensement. Le présent document traitera donc essentiellement des faits nouveaux survenus, étant donné que le dernier rapport intérimaire sur les recensements africains présenté devant la Conférence commune était rédigé. Les discussions porteront notamment sur des sujets étudiés dans les recensements, les programmes d'évaluation des recensements, l'état d'avancement des programmes pour la publication et la diffusion des résultats des recensements, les problèmes rencontrés dans la mise en oeuvre des programmes de recensement et le niveau de l'assistance technique fournie.

3. Bien que l'évolution de la situation dans le domaine des systèmes d'enregistrement des données de l'état civil et des statistiques de l'état-civil ait été peu satisfaisante, on rendra cependant également compte des activités menées dans ce domaine de la collecte des données démographiques depuis la dernière Conférence commune.

4. Pour terminer, on fera une brève étude de la situation des enquêtes démographiques par sondage durant la période considérée. Dans cette étude on n'abordera cependant pas les activités relatives aux enquêtes dans les pays engagés dans le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages (PADEM) étant donné que de telles activités ont été étudiées dans le rapport intérimaire sur ledit Programme (ST/ECA/PSD.3/4).

PROGRES ENREGISTRES DANS L'EXECUTION DES PROGRAMMES DE LA SERIE  
DE RECENSEMENTS DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION DE 1980

5. Un recensement de la population et de l'habitation comporte trois phases principales, à savoir les activités avant dénombrement, les activités de dénombrement et les activités après dénombrement. Lors de la tenue de la dernière Conférence commune 20 pays (trois en Afrique du Nord, trois en Afrique de l'Ouest, trois en Afrique du Centre et 11 en Afrique de l'Est et en Afrique australe) avaient au moins réalisé la phase de dénombrement de leurs programmes de recensements de la série de 1980. Douze autres pays avaient également effectué leur recensement dans le cadre du Programme africain de recensements (PAR) durant la période allant de 1975 à 1979.
6. Il convient de signaler que le PAR avait été mis sur pied pour aider certains pays africains à effectuer leur recensement au titre du Programme mondial de recensement de la population et de l'habitation de 1970. Cependant, comme indiqué plus haut, 12 pays sur les 22 engagés dans le PAR n'avaient pas pu effectuer le dénombrement de leur recensement durant la période de la série de recensements de 1970 en raison de nombreuses contraintes qui ont retardé l'achèvement de leurs activités de recensement avant dénombrement. Les recensements de ces pays ont donc été effectués durant la période de la série de 1980.
7. On avait, lors de la dernière Conférence commune, signalé qu'on s'attendait à ce que 16 pays effectuent leur recensement de la population entre 1982 et 1984. Au moment de la rédaction du présent rapport six pays sur les 16 concernés avaient achevé le dénombrement de leur recensement et neuf autres devaient le faire à la fin de 1984. Dans le premier groupe de pays on trouve Djibouti, la Gambie, la Guinée, le Maroc, le Soudan et le Zimbabwe tandis que le second groupe est constitué de l'Angola, du Congo, de l'Ethiopie, du Ghana, de la Guinée équatoriale, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Libéria, de Maurice et du Zaïre. Quant à la Sierra Leone, elle a reporté le dénombrement de son recensement de 1984 à 1985. On espère donc qu'à la fin de 1985, les 50 Etats membres de la CEA, à l'exception du Nigéria et du Tchad, auront effectué leur recensement durant la période du Programme mondial de recensement de la population et de l'habitation de 1980. Le Nigéria a effectué son dernier recensement en 1973 mais les résultats avaient par la suite été annulés par les autorités et on ne dispose pas, au niveau de la CEA, de renseignements sur les plans relatifs au prochain recensement de la population de ce pays. En raison de la situation politique du pays le Tchad n'a pu effectuer de recensement de sa population bien qu'il fasse partie des 22 pays du Programme africain de recensements.
8. Un programme de recensement ne peut être considéré comme achevé que si les résultats dudit recensement ont été traités et que les tableaux statistiques qui en sont issus ont été analysés et interprétés et que le tout a été publié ou mis à la disposition d'éventuels utilisateurs de façon à répondre à leurs besoins. Ainsi les recensements ayant été effectués dans la région africaine au titre de la série de 1980 se trouvent tous à divers degrés d'achèvement.

9. L'Annexe I constitue un récapitulatif de la situation des recensements africains durant la période du Programme mondial de recensement de la population et de l'habitation de 1980. Dans ce récapitulatif on trouve des renseignements sur les recensements dans la phase préparatoire ainsi que la situation relative à la phase après dénombrement des recensements qui ont dépassé la phase de dénombrement. Il ressort clairement des renseignements fournis à l'Annexe I que sur les 38 programmes de recensements dont la phase de dénombrement a été achevée à la fin de juin 1983, les résultats de 25 d'entre eux ont été partiellement ou entièrement publiés. Dans onze pays les recensements se trouvent à divers degrés du traitement des données et sur les deux recensements restants, les résultats de l'un ont été rejetés par le gouvernement concerné tandis que la perte des questionnaires de recensement de l'autre a rendu le recensement peu représentatif du pays auquel il était destiné. On a cependant établi des plans pour le traitement des questionnaires déjà achevés en vue de fournir des données à des domaines spécifiques.

10. L'analyse et l'interprétation des données semblent constituer le point faible des programmes de recensements de la région africaine. Dans la plupart des cas, sauf lorsque les résultats du recensement ont été annulés ou acceptés en partie seulement par les gouvernements, les tableaux statistiques de recensement ont été publiés après le dénombrement du recensement et le traitement de l'information. L'analyse des données de recensement a cependant été soit entièrement négligée par les organisateurs du recensement dans l'espoir que certains chercheurs pourraient s'y pencher, soit faite plusieurs années après la publication des tableaux statistiques de base. Dans un certain nombre de cas les analyses ont été faites au titre de projets d'assistance technique par du personnel expatrié avec la participation minimale voire nulle de personnel autochtone. Dans quelques cas cependant, les analyses des données des recensements ont été menées par du personnel autochtone avec les conseils et l'assistance techniques d'experts internationaux.

11. On ne saurait assez insister sur le fait que si l'on doit parvenir à une pleine rentabilisation des recensements, il faudrait considérer les analyses des données des recensements comme partie intégrante d'un programme de recensement. Un programme minimum d'analyses devrait être établi par les organisateurs du recensement dans le cadre des activités préparatoires. Ce programme devrait être axé sur les besoins immédiats des autorités gouvernementales en matière d'information en vue de la prise de décisions, de la planification et de l'administration. En raison des contraintes de personnel dans de nombreux bureaux de recensement de la région africaine, la planification et l'exécution du programme d'analyses devraient se faire collectivement, avec la participation non seulement du personnel qualifié des bureaux de recensement mais également de spécialistes appartenant à d'autres sections compétentes des départements statistiques et d'autres institutions gouvernementales y compris les universités. Si certains pays ont adopté cette stratégie, d'autres par contre devront se donner le temps de l'étudier.

12. Un autre aspect des programmes de recensement qui mériterait plus d'attention concerne la diffusion et l'utilisation effective des résultats des recensements. L'action des organisateurs de recensements ne devrait pas s'arrêter à la publication des tableaux statistiques ni même à la parution du rapport et des précis analytiques des résultats de recensements. Il faut que les bureaux de recensement/les organismes de statistiques prennent des mesures en vue de promouvoir l'utilisation des résultats sur la base la plus large possible et de savoir, par rétroaction, si le recensement a rempli ou non son objectif principal qui est de fournir les données requises devant permettre aux autorités de prendre des décisions et d'établir des programmes de planification du développement. Les organisateurs de recensements ont en outre besoin de savoir si les résultats des recensements sont présentés de manière à satisfaire les besoins des utilisateurs.

13. Dans un certain nombre de pays la publication des principaux rapports sur le recensement a été suivie de séminaires/journées d'étude qui ont regroupé les organisateurs du recensement et les principaux utilisateurs des données tels que planificateurs et chercheurs en vue d'engager un dialogue fructueux. Ces séminaires et journées d'étude visaient principalement à vulgariser les résultats du recensement et à assurer une utilisation efficace des données du recensement. Les séminaires ont également permis aux producteurs de données de recueillir la réaction des utilisateurs sur la manière dont les données des recensements ont été présentées.

SUJETS SUR LESQUELS DOIVENT PORTER LES SERIES DE RECENSEMENTS  
DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION

14. Comme indiqué dans le rapport intérimaire sur les recensements, les enquêtes démographiques et les statistiques de l'état-civil présenté à la deuxième session de la Conférence commune, le Groupe de travail sur les recommandations pour la série de recensements de la population et de l'habitation de 1980 en Afrique a recommandé qu'un certain nombre de sujets soient étudiés dans le cadre des recensements de la région africaine. Ces recommandations ainsi que celles figurant dans les "Principes et recommandations des Nations Unies concernant les recensements de la population et de l'habitation" ont fourni des directives en vue de la détermination des questions qui seront étudiées dans les recensements effectués dans de nombreux pays africains durant la période de la série de recensements de 1980.

15. Les questions recommandées par le Groupe de travail sont les suivantes :

Caractéristiques géographiques

Lieu de présence au moment du recensement  
Lieu de résidence habituel  
Lieu de naissance  
Durée de la résidence  
Lieu de travail

Caractéristiques démographiques et sociales

Age  
Sexe  
Liens de parenté avec le chef de ménage  
Nationalité  
Parents survivants  
Fréquentation scolaire  
Degré d'instruction atteint  
Instruction élémentaire  
Situation matrimoniale  
Nombre d'enfants nés vivants  
Enfants survivants  
Naissances au cours des 12 derniers mois  
Décès d'enfants au cours des 12 derniers mois

Caractéristiques économiques

Genre d'activités  
Profession ou métier  
Branche d'activité  
Situation relative à l'emploi

Conditions de logement

Nombre de maisons  
Genre de l'unité de logement  
Mode d'occupation  
Matériaux employés pour les murs/la toiture/le sol  
Source d'approvisionnement en eau/source de lumière/source de combustible  
Genre des lieux d'aisance  
Installations de bain  
Nombre de pièces

De 1975 à la fin de juin 1983, 38 pays africains ont achevé le dénombrement de leur recensement de la population. Un examen des questions étudiées dans les recensements de ces pays fait apparaître que 20 pays avaient fait des recherches sur les questions géographiques suivantes figurant sur la liste recommandée par le Groupe de travail : "lieu de présence au moment du recensement", "lieu de résidence habituel" et "lieu de naissance". Sur les pays restants, deux avaient retenu des questions relatives aux caractéristiques géographiques, 14 pays avaient retenu la "durée de la résidence" et trois pays seulement avaient retenu le "lieu de travail" comme élément de questionnaire dans leur recensement.

16. En ce qui concerne les questions portant sur les caractéristiques démographiques et sociales, la question sur les "parents survivants" était la moins populaire. Elle n'a été retenue que dans les recensements de neuf pays. La question sur les "décès d'enfants au cours des 12 derniers mois" est apparue dans les recensements de 12 pays et les autres questions sur les caractéristiques démographiques et sociales qui ont été recommandées ont été étudiées par une vingtaine de pays.

17. La plupart des pays ont fait des recherches dans au moins l'une des questions économiques recommandées. En fait seuls quatre pays, à savoir le Kenya, Madagascar, l'Ouganda et la Somalie n'ont retenu aucun élément portant sur les questions économiques dans leurs plus récents recensements. En comparant les questionnaires établis par les pays africains lors de la série de recensements de 1970 à ceux établis lors de la série de 1980, on s'aperçoit que certains pays qui n'avaient pas retenu des questions économiques dans la série de 1970, ont introduit une ou plusieurs de ces questions dans la série de 1980. Ce fait est positif si l'on sait que les données sur les caractéristiques économiques de la population font souvent défaut. Même si l'on dispose de données sur les caractéristiques économiques à partir des enquêtes par sondage, on ne devrait pas manquer l'occasion d'obtenir une classification croisée de données économiques et autres données socio-démographiques à une échelle réduite grâce à un recensement surtout qu'un nombre croissant de pays de la région ont entrepris des programmes de décentralisation. Ces programmes nécessitent des statistiques à petite échelle pour la formulation de plans aux niveaux de la province et de la localité.

18. Il convient cependant de mentionner qu'il faudra encore effectuer un certain nombre de recherches si l'on veut surmonter les problèmes relatifs aux définitions, concepts et classifications des questions économiques. On a eu tendance, dans certains pays, à ne classer comme "ménagères" que les personnes de sexe féminin. Dans d'autres pays, la profession a été auto-codée sur le questionnaire de recensement limitant ainsi le nombre de catégories professionnelles. En outre la distinction entre le type d'activité courante et habituelle et le principe selon lequel une activité économique devrait passer avant une activité non économique ne semblent pas avoir reçu toute l'attention requise dans les programmes de formation en matière de recensement. De même, l'exécution à la hâte des programmes de formation n'a pas permis de disposer de suffisamment de temps pour traiter des problèmes relatifs au concept de "branche d'activité". Ainsi il arrive souvent que les recenseurs n'arrivent pas à faire la distinction entre "profession" et "branche d'activité". L'observation des interrogatoires sur le terrain a révélé que la difficulté découle en partie du fait que les recenseurs n'appliquent pas fidèlement les instructions du "Manuel du recenseur" et qu'ils ne donnent pas le libellé exact de la question relative à la branche d'activité lorsqu'ils interrogent les recensés.

19. La plupart des pays ont posé, dans leur recensement, des questions relatives à l'habitation. Certains pays avaient retenu dans le même questionnaire des questions relatives à la population et à l'habitation alors que dans certains cas les questions relatives à l'habitation n'ont été posées qu'en milieu urbain. Dans quelques autres pays le recensement de l'habitation a précédé celui de la population à l'occasion d'un programme de recensement en deux phases.

20. Outre les questions recommandées, le Groupe de travail sur les recommandations pour la série de recensements de 1980 en Afrique a également retenu un certain nombre d'autres questions comme étant dignes de figurer dans les recensements. La liste des "autres questions utiles" comporte des variables au niveau de la collectivité qui sont les suivantes : source d'approvisionnement en eau, existence d'électricité, existence d'une école primaire et proximité d'un hôpital/dispensaire/centre de santé. Les informations dont dispose la CEA indiquent que très peu de pays ont essayé de rassembler des données sur les variables au niveau de la collectivité ou de la localité au cours de leurs opérations de recensement sur le terrain.

#### PROGRAMME D'EVALUATION DES RECENSEMENTS

21. Il est souligné dans les "Principes et recommandations des Nations Unies concernant les recensements de la population et de l'habitation" que "pour qu'un recensement donne de bons résultats, il faut examiner et évaluer avec soin la complétude et l'exactitude des résultats". Il y est également indiqué que le but de l'évaluation d'un recensement est "en premier lieu de fournir aux usagers quelques éléments de base permettant de mesurer la qualité des données de recensement et, par suite, d'indiquer approximativement le degré de confiance avec lequel les résultats du recensement peuvent être utilisés à différentes fins et, en second lieu, il s'agit de fournir aux services chargés du recensement les renseignements dont ils ont besoin pour améliorer les recensements et les enquêtes qu'ils devront préparer et exécuter dans l'avenir".

22. Sur la base de ce qui précède, le Groupe de travail sur les recommandations pour la série de recensements de la population et de l'habitation de 1980 en Afrique a recommandé qu'"une étude post-censitaire en vue de l'évaluation des données de recensement devrait être planifiée, organisée et exécutée en tant que partie intégrante du recensement de la population et que les évaluations destinées à déceler les erreurs de contenu se fassent par d'autres méthodes telles que des analyses démographiques".

23. En dépit de la recommandation précitée et de la reconnaissance par de nombreux organisateurs de recensements de la région africaine de la valeur de l'étude post-censitaire en tant qu'instrument efficace pour l'évaluation de la couverture du recensement, cette méthode n'a pas été largement employée dans les programmes de recensement de la série de 1980. Même dans les pays où les opérations de vérification de la couverture des recensements après dénombrement ont été effectuées, les résultats n'ont pas été particulièrement encourageants pour de multiples raisons.

24. Parmi les pays ayant mené des études post-censitaires en vue d'évaluer leur recensement durant la période du programme de recensements de 1980, on peut citer l'Algérie, le Botswana, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, la Haute-Volta, le Niger, la République-Unie du Cameroun, le Sénégal et la Zambie. Cinq d'entre eux, à savoir la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta, le Niger, la République-Unie du Cameroun et le Sénégal ont exécuté leurs programmes de recensement et d'études post-censitaires au titre du Programme africain de recensements. Il convient donc de signaler que bien que les programmes d'études post-censitaires de ces cinq pays aient été exécutés durant la période de la série de 1980, ils devaient à l'origine se dérouler au cours de la série de 1970. Ainsi, au moment de la rédaction du présent rapport, les informations disponibles à la CEA indiquent que seuls quatre pays sur les 26 ayant achevé leurs opérations de recensement au titre de la série de 1980 ont effectué des études post-censitaires pour évaluer leur recensement. Les résultats de ces études n'ont pas été publiés.

25. L'expérience peu concluante des rares pays africains ayant mené des études post-censitaires lors des séries de 1960 et 1970 ainsi que les contraintes liées aux coûts ont eu pour effet de décourager plusieurs pays de la région à entreprendre de telles études dans le cadre de leurs programmes d'évaluation des recensements.

26. Il a été indiqué dans l'Etude sur les méthodes et problèmes de la série de recensements africains de la population et de l'habitation de 1970 (E/CN.14/CAS.10/15) que certains des facteurs expliquant l'échec des programmes d'enquêtes post-censitaires (EPC) durant la série de recensements de 1970 étaient les suivants :

- a) Mouvement de la population durant l'intervalle compris entre le recensement et l'enquête post-censitaire;
- b) Indiscernabilité des limites des zones de sondage;
- c) Cas fréquents d'une même personne connue sous plusieurs noms;
- d) Appellation d'un grand nombre de personnes par le même nom, dans une même zone;
- e) Fatigue générale des enquêteurs.



27. Les facteurs susmentionnés constituent les principaux obstacles à la mise en oeuvre des programmes d'EPC, mais on pourrait, grâce à une planification et à un contrôle rigoureux, minimiser leurs effets. En fait l'incapacité des organisateurs des recensements à prévoir les effets de ces facteurs et à prendre des mesures appropriées en vue de les neutraliser pourrait être due au fait que l'EPC n'avait pas, dans de nombreux cas, été conçue et planifiée dès le début en tant que partie intégrante d'un programme global de recensement. En général l'EPC avait été considérée comme une opération distincte devant être effectuée après le recensement proprement dit et elle n'avait été abordée qu'incidemment ou même pas du tout au cours des activités préparatoires de recensement. Et souvent la décision d'effectuer une EPC n'avait été prise que très tardivement. Ainsi, son champ d'action et ses objectifs n'ont été examinés que tout à la fin des activités préparatoires de recensement et on n'a nullement essayé d'expérimenter le programme d'EPC envisagé dans le cadre de l'enquête précensitaire qui devrait être normalement considérée comme une répétition de l'ensemble du processus de recensement. Il n'est donc pas tout à fait surprenant que les questions administratives, financières et techniques constituent des obstacles apparemment insurmontables à la mise en oeuvre des programmes d'EPC en vue d'évaluer l'erreur de couverture dans les recensements de la région africaine.

28. Les autres méthodes employées pour l'évaluation des données de recensement comportent notamment le recoupement avec d'autres sources de données indépendantes (par ex. données de l'état-civil), d'autres enquêtes par sondage indépendantes, des contrôles internes de cohérence et des analyses démographiques. Cependant on ne dispose pas toujours de données fiables provenant d'autres sources et les analyses des données des recensements effectués dans la région sont plutôt rares. Il en résulte donc que, dans de nombreux cas, il n'est pas fait état, dans les publications des résultats des recensements, de l'exactitude relative des données de recensement.

29. Puisqu'il est généralement admis que les chiffres des recensements même soigneusement établis pourraient ne pas être absolument exacts, on ne saurait assez insister sur la recommandation selon laquelle l'évaluation des données du recensement doit être considérée comme partie intégrante d'un programme de recensement. De même, en raison de la rareté de données fiables provenant d'autres sources et devant permettre une évaluation des données du recensement et, considérant qu'une étude post-censitaire bien planifiée et bien exécutée constitue une très bonne méthode pour évaluer l'erreur de couverture du recensement, il est recommandé, en dépit du découragement né de l'expérience vécue, que les pays africains incorporent dans leurs programmes de recensement - même à une échelle limitée - des études post-censitaires pour l'évaluation des données de recensement.

#### PUBLICATION ET DIFFUSION DES RESULTATS DE RECENSEMENT

30. Comme signalé plus haut, un recensement ne peut être considéré comme achevé que si les données collectées sont mises à la disposition d'éventuels utilisateurs de manière à répondre à leurs besoins. En général, les données intéressant un grand nombre de personnes sont diffusées sous forme de publication tandis que celles n'intéressant qu'un petit nombre d'utilisateurs sont mises à la disposition de ces derniers sans toutefois faire l'objet d'une publication. Il est également prévu la mise en tableaux de certaines données mais seulement sur demande et à la charge du demandeur.

31. Le Groupe de travail sur les recommandations pour la série de recensements de la population et de l'habitation de 1980 en Afrique a recommandé que les publications des recensements comportent des volumes contenant des tableaux statistiques ainsi que des rapports analytiques et administratifs. On avait également souligné que des efforts devraient être fournis en vue de minimiser le temps qui s'écoule entre la collecte des données et la publication des résultats. Les propositions visant à assurer la publication à temps des résultats des recensements portent notamment sur l'emploi du système d'impression par photo-offset des feuilles de sortie d'imprimante pour le traitement des tableaux statistiques de recensement.

32. Il a également été recommandé que les publications des recensements contiennent, à l'intention du profane, des précis qui seront largement diffusés auprès des autorités politiques, des planificateurs et des responsables de l'administration. On a également souligné la nécessité de procéder à un échange de publications entre les bureaux statistiques de la région.

33. Comme indiqué plus haut dans la section traitant des "Progrès enregistrés dans l'exécution des programmes de la série de recensements de la population et de l'habitation de 1980", les autorités responsables des recensements se sont efforcées de publier les volumes sur le recensement contenant des tableaux statistiques après la collecte et le traitement des données du recensement. Cependant, le grand décalage qui sépare la collecte des données et la publication des tableaux statistiques détaillés continue de poser un problème. Un nombre croissant de pays incorporent également dans les programmes de publication des recensements des rapports administratifs et analytiques. Certains de ces rapports administratifs de recensements ne donnent cependant pas de détails sur toutes les questions relatives aux opérations de recensement; il convient, en particulier, de souligner que les informations sur les coûts des recensements en Afrique sont plutôt imprécises.

34. En ce qui concerne la diffusion des résultats des recensements, les séminaires et journées d'étude regroupant producteurs et utilisateurs de données que certains pays ont organisés après la publication des principaux tableaux statistiques sont susceptibles de permettre la réalisation de l'objectif désiré. Cependant la recommandation selon laquelle des précis des résultats des recensements destinés aux profanes devraient être publiés n'a pas été retenue. Par ailleurs, il n'y a eu pratiquement aucun échange de publications entre les bureaux statistiques de la région. On peut donc, dans l'ensemble, dire que, dans le domaine de la diffusion des résultats des programmes africains de recensements, il reste encore beaucoup à faire.

35. L'objectif principal d'un recensement de la population et de l'habitation ainsi que celui d'autres programmes de collecte de données socio-démographiques est de fournir aux décideurs, planificateurs et responsables administratifs les informations essentielles dont ils ont besoin. Lorsque les données collectées peuvent réaliser l'objectif principal, il importe alors de nouer un dialogue continu entre producteurs et utilisateurs de données au cours de la détermination aussi bien des divers éléments des questions à étudier que de la manière de présenter les résultats.

36. On avait également souligné l'opportunité d'organiser une conférence des utilisateurs de données lors de la phase préparatoire des programmes de recensements ainsi que des séminaires et journées d'étude qui devraient coïncider avec la publication des résultats des programmes de collecte des principales données.

37. Un certain nombre de pays de la région avaient distribué le projet de liste des questions à étudier dans le cadre de leur recensement aux éventuels utilisateurs en vue de recueillir leurs observations dont il a été tenu compte lors de l'établissement de la liste définitive desdites questions. D'autres pays ont suivi ou envisagent de suivre cet exemple à l'occasion d'une conférence regroupant l'organisation statistique et les utilisateurs en vue de discuter des questions à étudier et des observations y relatives. Malheureusement, les mises en tableaux envisagées ne sont souvent pas abordées au cours de telles conférences et ne sont pas distribuées avec la liste des questions. Si l'on veut rentabiliser les conférences des utilisateurs de données, il est proposé de tenir des discussions autour des questions et des mises en tableaux envisagées. Cela permettrait non seulement d'étudier les questions les plus pertinentes mais également de produire, à titre prioritaire, les mises en tableaux appropriées qui répondraient aux besoins immédiats des hommes politiques, des planificateurs et des responsables administratifs.

38. Un autre fait survenu dans la région et susceptible d'améliorer l'utilisation des résultats des recensements est la création, au sein des ministères de la planification et du développement économique, de divisions chargées de la planification de la population. Ce fait pourrait assurer l'intégration adéquate des variables socio-démographiques dans la formulation des plans et permettre ainsi l'utilisation des résultats des recensements.

#### PROBLEMES DECOULANT DE LA PLANIFICATION ET DE L'EXECUTION DES PROGRAMMES DE RECENSEMENT

##### a) Problèmes généraux

39. A la dernière Conférence commune on a abordé certains des problèmes ayant eu des effets négatifs sur les programmes de recensement de la région africaine. Parmi ces problèmes on peut citer :

- L'insuffisance du temps consacré aux activités préliminaires et qui a entraîné une annulation de certains travaux préliminaires importants;
- Le non-respect des calendriers d'activités;
- La défectuosité des programmes de recensement sur l'enseignement/la communication;
- L'acquisition tardive des moyens nécessaires à l'exécution de projets;
- L'insuffisance de bureaux et le fait que les organisateurs de recensement ont mal dirigé les activités d'exécution des projets de recensement.

40. Une évaluation des opérations de recensement depuis la dernière session de la Conférence commune fait apparaître, qu'en général, les problèmes soulevés lors de cette Conférence continuent de freiner l'exécution des programmes de recensement dans la région même si, dans certains pays, on a noté une nette amélioration dans le domaine du recensement sur l'enseignement et la communication. La lenteur des progrès enregistrés dans l'exécution des programmes de recensement de plusieurs pays africains pourrait être en partie due au caractère particulier du mécanisme chargé des recensements dans la région.

41. L'inexistence de bureaux permanents ou même de sections au sein des organisations centrales de statistiques pour les recensements fait qu'on n'est pas en mesure d'assurer la continuité des activités de recensement et la formulation à temps des programmes de recensement ainsi que le lancement des activités préparatoires. Dans certains pays, les bureaux de recensement ad hoc qui ont été créés pour mettre en oeuvre les programmes de recensement sont dissous dès après la phase de dénombrement, ce qui fait que les activités post-censitaires sont indûment retardées sinon abandonnées. En fait, dans au moins un pays de la région les principaux tableaux statistiques des recensements effectués durant la série des recensements de 1970 n'avaient pas encore été publiés au moment de la rédaction du présent rapport. La principale raison expliquant ce grand retard a été attribuée au fait que le bureau de statistique censé poursuivre les activités du bureau de recensement ne disposait pas du personnel nécessaire après la dissolution dudit bureau.

42. Un autre facteur ayant affecté la mise en oeuvre des programmes de recensement est l'incapacité de certains organisateurs de recensement à saisir pleinement les multiples objectifs que les descriptifs de projets sont censés poursuivre en fonction de la diversité des utilisateurs. En fait un examen de la mise en oeuvre des programmes de recensement de la région révèle que dans de nombreux cas, certains pays ne considèrent le descriptif de projet que comme une demande de financement à adresser au FNUAP ou à d'autres organismes donateurs. Ainsi, l'utilisation du descriptif comme guide est souvent négligée ou minimisée. La structure administrative du recensement, les besoins en personnel et le plan de travail des descriptifs de projet ne correspondent donc pas à ce qu'on peut constater sur le terrain lors de la phase d'exécution du projet. Il n'est donc pas surprenant que certains programmes de recensement connaissent des goulets d'étranglement à des moments décisifs et accusent ainsi de graves retards dans leur exécution.

43. Certaines situations politiques ont également affecté le bon déroulement des programmes de recensement durant la période considérée. C'est ainsi qu'au Ghana la situation politique qui prévaut dans le pays depuis 1979 a aggravé les problèmes administratifs et provoqué le report à deux reprises du dénombrement du recensement de la population du pays dans le cadre de la série des recensements de 1980. S'agissant du Tchad, les troubles politiques ont empêché ce pays d'effectuer son premier recensement bien qu'il appartienne au groupe des pays du Programme africain de recensements.

44. Des contraintes financières ont aussi affecté les programmes de recensement. A la suite de la réduction du volume de l'assistance financière extérieure, un certain nombre de pays africains ont dû supporter une part plus élevée du coût de leurs programmes de recensement, en particulier le paiement des salaires et honoraires de l'important personnel temporaire employé sur le terrain aux fins de dénombrement du recensement. La plupart des pays de la région connaissent donc des problèmes financiers du fait que les apports publics en faveur des programmes de recensement n'ont pas été versés ou bien l'ont été avec un certain retard et cela se produit souvent durant les phases critiques d'exécution desdits programmes. Dans certains pays des recensements ont donc dû être reportés tandis que dans d'autres des retards considérables ont affecté les phases de traitement et de publication des données.

45. La médiocre situation financière de certains pays a également amené les gouvernements intéressés à attendre d'être pleinement informés des résultats de leur demande d'assistance auprès du FNUAP ou d'autres organismes donateurs avant de se lancer activement dans des préparatifs de recensement. Si les informations tardent à arriver, le recensement est soit reporté soit ses activités préparatoires sont menées dans la participation.

46. Un autre problème connexe concerne la réduction du volume de l'assistance extérieure durant la mise en oeuvre d'un programme de recensement alors même que le pays avait, au moment du démarrage du projet, reçu des assurances sur l'accroissement de l'appui qui lui serait octroyé. Cette situation a provoqué des retards dans le traitement des données relatives au recensement dans au moins deux pays de la région.

47. Un examen des problèmes généraux ayant affecté les recensements africains durant la série de 1980 montre clairement qu'en l'absence d'organisations statistiques bien structurées et d'une certaine expérience en matière de recensements, les programmes africains de recensement devront être considérés comme des opérations nationales nécessitant, pour leur exécution, la participation de plusieurs institutions gouvernementales. Lorsque cette participation sera devenue effective, les chefs de bureaux de recensement ou des organisations statistiques devront s'imposer à leur poste et les gouvernements africains faire preuve de volonté politique en accordant aux programmes de recensement la priorité requise.

b) Problèmes relatifs à la préparation des cartes

48. Lors de la dernière Conférence commune on a signalé que les principaux problèmes relatifs au levé des cartes étaient notamment :

- L'approche empirique et la lenteur des travaux pour le levé des cartes nécessaires au recensement;
- L'inexistence de services cartographiques permanents dans les bureaux de recensement/départements statistiques;
- La répugnance du personnel local à effectuer des travaux sur le terrain en raison de l'insuffisance du montant des indemnités allouées; et
- La fourniture tardive des véhicules et du matériel affectés aux travaux cartographiques.

Il n'y a pas eu d'amélioration notable depuis que le rapport sur la série des recensements africains de 1980 présenté à la dernière Conférence commune a été établi. Au contraire, il convient de signaler qu'outre les problèmes précités, on a eu à faire face à d'autres problèmes.

49. Parmi ces derniers un autre grave problème est relatif au démarrage tardif des activités préparatoires et notamment la formulation des projets et leur soumission aux organismes ou gouvernements donateurs en vue d'une assistance financière et technique. Il en est résulté un manque de temps pour la préparation des cartes qui s'est ainsi faite dans la précipitation, ce qui fait que les cartes des zones de dénombrement qui sont préparées ne sont donc jamais vérifiées avant le dénombrement du recensement. On doit donc faire face pendant le dénombrement à des problèmes de délimitation et de contrôle de couverture.

50. L'inexistence de cartes de base appropriées a également constitué une difficulté supplémentaire au levé des cartes pour les recensements dans la région. La situation est à cet égard aggravée par le fait que les services cartographiques des bureaux de recensement ne préparent pas souvent sérieusement l'inventaire des cartes existantes ou à acquérir. Il convient cependant de souligner que, dans certains cas, il a été difficile aux bureaux de recensement d'acquérir certaines cartes pour des raisons de sécurité.

51. Un problème connexe porte sur l'absence de collaboration efficace entre les services cartographiques de recensement et d'autres départements gouvernementaux compétents. Cette situation n'a pas permis l'utilisation optimale des cartes disponibles et des autres facilités y compris les experts locaux.

52. Des modifications dans les délimitations administratives pendant le levé des cartes ainsi que la mauvaise délimitation des unités administratives ont également créé des problèmes lors de la préparation des cartes de recensement. Dans certains cas, les délimitations fournies par les autorités diffèrent de celles constatées sur le terrain.

53. Parmi les autres problèmes qui ont affecté le levé de cartes on peut citer : l'insuffisance du matériel nécessaire au tirage définitif des cartes de recensement, le manque de personnel qualifié dans le domaine de la préparation des cartes et l'inadaptation des programmes de formation de certaines institutions de la région.

54. On peut également signaler que des experts affectés dans certains pays n'ont pas répondu à l'attente, soit en raison de la brièveté relative de leur contrat soit parce qu'ils ont voulu faire des travaux dont la haute précision n'était pas nécessaire aux objectifs des recensements.

c) Problèmes liés au traitement des données

55. Le dépouillement des résultats des recensements continue d'être l'un des plus importants goulots d'étranglement dans l'exécution des programmes de recensement. Même si dans ce domaine une assistance est fournie grâce à des missions consultatives, peu de progrès ont été faits dans la formation du personnel local et la fourniture de matériel en vue de résoudre les problèmes signalés lors de la dernière Conférence commune. Parmi ces problèmes, on peut citer la pénurie de ressources matérielles et de personnel qualifié; l'absence d'échanges efficaces entre les statisticiens (ou les informaticiens) et le personnel chargé du traitement des données; les goulots d'étranglement au stade de la correction des données en raison principalement de la pénurie de personnel et de matériel et de l'absence de systèmes logiciels appropriés pour la mise en tableaux ainsi que la déficience du personnel chargé du traitement des données.

56. Outre les problèmes précités, des contraintes financières ont entraîné le remplacement d'experts en traitement de données par des Volontaires des Nations Unies. Malheureusement, non seulement ces personnes doivent travailler sous la supervision d'experts qualifiés, mais il est également devenu plus difficile de les recruter. C'est ainsi que dans deux pays on n'avait pas encore pu recruter des Volontaires des Nations Unies bien après la fin des opérations de recensement sur le terrain; c'était lors de la rédaction du présent rapport.

57. Dans certains cas on a également constaté des retards considérables dans la livraison du matériel qui avait été déjà approuvée dans les descriptifs de projet. Certains pays ont dû attendre un ou deux ans la livraison du matériel d'introduction de données pour le traitement des résultats de leur recensement.

#### ENREGISTREMENT DES DONNEES DE L'ETAT-CIVIL

58. On encourage actuellement les pays africains à instituer ou améliorer leurs systèmes d'enregistrement des naissances et décès et des statistiques de l'état-civil en vue de disposer de données pour compléter les résultats des recensements et des enquêtes démographiques par sondage. Cela vise à assurer la disponibilité de données socio-économiques et démographiques durant les périodes intercensitaires et également de façon permanente.

59. Lors de la dernière Conférence commune on a présenté un rapport sur la situation du système d'enregistrement de l'état-civil dans chaque pays membre. Ce rapport fait apparaître que les systèmes d'enregistrement des naissances et des décès de cinq pays pouvaient être considérés comme satisfaisants puisque la couverture au niveau national se situait autour de 90 p. 100. Dans un autre pays seul l'enregistrement des naissances pouvait être considéré comme satisfaisant. Sur les 44 pays restants, 11 avaient élaboré des projets pour l'amélioration et le développement des systèmes d'enregistrement des naissances et des décès et 15 avaient entamé des discussions ou établi des descriptifs de projet en matière de registres d'état-civil et de statistiques de l'état-civil.

60. Les problèmes financiers, techniques et administratifs abordés lors de la dernière Conférence commune ont freiné les progrès dans ce domaine mais quelques pays ont enregistré des résultats satisfaisants au cours de la phase expérimentale de leurs programmes d'enregistrement des données de l'état-civil. Des pays ayant des projets en cours ont reçu une assistance technique tandis qu'on a aidé d'autres à élaborer des plans en vue de l'amélioration et du développement des systèmes d'enregistrement existants. Des discussions ont également été engagées avec trois pays en vue de les encourager à élaborer des plans pour un bon fonctionnement de leurs systèmes d'enregistrement. Cependant, en raison de la baisse de l'assistance financière extérieure, la formulation de demandes de financement est restée faible.

61. Il est cependant proposé que les pays ayant des systèmes d'enregistrement peu développés améliorent progressivement leurs systèmes après l'achèvement de leurs recensements au titre de la série de 1980. Le Service consultatif régional en statistiques démographiques (SCRSD) pourrait être sollicité pour fournir, au moment opportun, une assistance technique.

#### ENQUETES DEMOGRAPHIQUES

62. Durant la période considérée les activités dans le domaine de la collecte des données démographiques dans la région africaine ont principalement porté sur la planification ou l'exécution de leurs programmes de recensement de la population et de l'habitation. On a également encouragé certains pays de la région à planifier et à entreprendre des enquêtes démographiques par sondage dans le cadre de programmes intégrés d'enquêtes sur les ménages afin de leur permettre de disposer en permanence de données démographiques et socio-économiques.

63. Le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages (PADEM) a été mis sur pied pour encourager et aider les pays de la région à élaborer des programmes d'enquêtes sur les ménages; on peut signaler que déjà 18 pays font partie de ce Programme et que d'autres ont manifesté le désir d'en faire partie après l'achèvement de leur recensement au titre de la série de recensements de 1980 tandis que sept sur ces 18 pays ont entrepris l'exécution de leurs programmes d'enquêtes qui devraient comporter un élément démographique.

64. Dans ces conditions le rythme de progression des activités dans le domaine des enquêtes démographiques par sondage ad hoc a été plutôt lent au cours de la période considérée. Les principales activités menées durant cette période ont porté sur le traitement et l'analyse des enquêtes déjà effectuées même si un pays au moins, à savoir le Togo, a effectué une enquête sur la mortalité infantile et juvénile.

#### ASSISTANCE TECHNIQUE

65. Il convient de rappeler que le Programme africain de recensements (PAR) avait été établi grâce à un financement du FNUAP en vue d'apporter un appui financier et technique à 22 pays de la région pour leur permettre de planifier et d'effectuer leur recensement de la population au cours des programmes mondiaux de recensement de 1970. Le PAR a officiellement pris fin en 1977 mais, en raison du besoin continu d'assistance de nombreux pays africains, le PAR a été remplacé par le Service consultatif régional en statistiques démographiques qui bénéficie également d'un financement du FNUAP.

66. Durant la période considérée le SCRSD a continué de fournir une assistance technique aux Etats membres de la CEA dans le domaine des recensements de la population, des enquêtes démographiques et de l'enregistrement des données de l'état-civil. Le SCRSD dispose d'une équipe de six conseillers régionaux en statistiques démographiques, traitement de données, cartographie et enregistrement de l'état-civil. La liste complète des membres de l'équipe du personnel spécialisé du SCRSD, à la date du 1er juillet 1983, se trouve à l'annexe II.

67. Depuis la tenue de la dernière Conférence commune, les conseillers régionaux ont effectué plus de 60 missions dans plus de 40 pays africains. Ces missions portaient aussi bien sur la formulation de projets que sur des services consultatifs et l'assistance en matière d'exécution de projets. Certaines missions portaient également sur le suivi de projets en cours et/ou sur la formation de personnel local dans des domaines spécifiques. Un certain nombre de missions répondaient à des demandes de gouvernements ou à l'initiative du Siège du FNUAP ou des représentants du FNUAP dans certains pays. D'autres missions étaient organisées par le SCRSD dans le cadre de la stratégie de suivi des progrès des activités de collecte de données démographiques dans les pays membres de la CEA. Ces missions n'ont cependant été organisées qu'avec l'assentiment des gouvernements intéressés.

68. Outre l'assistance fournie par l'intermédiaire du SCRSD, le FNUAP a également consenti une assistance aux pays de la région dans les domaines des recensements de la population et d'autres activités de collecte de données démographiques par l'affectation d'experts en matière d'organisation de recensements, de cartographie, de traitement de données, d'analyses de données démographiques et d'enregistrement de l'état-civil. Une assistance financière a également été octroyée pour l'acquisition de matériel et la formation de personnel local.



69. Certains pays de la région ont également reçu une assistance bilatérale pour la mise en oeuvre de leurs programmes de recensement et de collecte de données démographiques. Une telle assistance a été fournie sous forme d'envoi d'experts dans des domaines spécifiques, d'octroi de matériel et de fonds destinés aux dépenses locales.

70. Il convient cependant de souligner que, par rapport à la période de la série de recensements de 1970, le volume de l'aide par pays semble avoir baissé même si un plus grand nombre de pays ont demandé au FNUAP et obtenu une assistance pour leurs programmes de recensement au cours de la série de 1980. Tout semble indiquer que les pays de la région ont eu à supporter des parts de plus en plus élevées des dépenses effectuées au titre de leurs programmes de recensement et d'enregistrement de l'état-civil en particulier pour les dépenses locales. Il est ainsi essentiel que les gouvernements africains accordent aux activités de collecte de données la place qui doit leur revenir dans leurs programmes de développement si l'on veut améliorer ou seulement maintenir les acquis des années 70 dans ce domaine.

SITUATION DE LA SERIE DE RECENSEMENTS DE LA POPULATION DE 1980

<u>Sous-région et pays</u>	<u>Date/date proposée pour le dénombrement du recensement</u>	<u>Situation actuelle</u>
AFRIQUE DU NORD		
Algérie	février 1977	Les résultats du recensement ont été publiés.
Egypte	novembre 1976	Les résultats du recensement ont été publiés en trois volumes : Volume I. Caractéristiques sociales et économiques de la population. Volume II. Fécondité, migrations internes et migrations de la main-d'oeuvre et des étudiants. Volume III. Caractéristiques relatives aux logements des ménages dans les zones urbaines et rurales.
Jamahiriya arabe libyenne*	juillet/août 1983	Les activités préparatoires pour le recensement sont en cours. A la demande du Gouvernement libyen, la CEA a fourni des services consultatifs en matière de cartographie du recensement, de mise au point du questionnaire, de mise en tableaux et d'établissement du rapport analytique.
Maroc	septembre 1982	Le dénombrement du recensement est terminé et le traitement des données est en cours.
Soudan*	février/mars 1983	La CEA a fourni des services consultatifs. Le dénombrement du recensement est terminé et le traitement des données est en cours.

AFRIQUE DU NORD (suite)

Tunisie

mai 1975

Les rapports sur le recensement ont été publiés comme indiqué dans le document ST/ECA/PSD.2/28 présenté à la deuxième session de la Conférence commune. La CEA n'a, depuis lors, reçu aucune information relative à d'autres publications sur le recensement.

AFRIQUE DE L'OUEST

Bénin\*

mars 1979

Le dénombrement du recensement est terminé. Le traitement des données a été différé. La préparation des tableaux statistiques se poursuit toujours.

Cap-Vert

juin 1980

Les tableaux statistiques des résultats du recensement ont été publiés. On ne dispose d'aucune information sur la publication du rapport analytique sur le recensement.

Gambie\*

avril 1983

Le dénombrement du recensement est terminé et le traitement des données est en cours.

Ghana

mars 1984

Le recensement était initialement prévu pour mars 1980 et un descriptif de projet avait été préparé avec l'aide de la CEA et soumis au FNUAP. En raison de l'évolution de la situation politique du pays, la date du dénombrement du recensement a été reportée à deux reprises.

Le Gouvernement ghanéen est en train d'expérimenter la faisabilité de la combinaison du dénombrement du recensement avec l'enregistrement de la population et la délivrance de cartes d'identité. On espère que cette expérimentation sera terminée suffisamment à temps pour que le dénombrement du recensement puisse avoir lieu comme prévu.

## AFRIQUE DE L'OUEST (suite)

Guinée	février 1983	Le dénombrement du recensement est terminé. La CEA a fourni des services techniques consultatifs au cours de la phase finale et également durant le dénombrement.
Guinée-Bissau	avril 1979	Des difficultés financières ont retardé l'achèvement du traitement des données du recensement.
Côte d'Ivoire*	avril 1975	Les résultats du recensement ont été publiés.
Libéria*	février 1984	Le descriptif du projet a été élaboré avec l'aide de la CEA et soumis au FNUAP. La préparation des cartes a été effectuée au titre d'un autre projet financé par le FNUAP. Deuxième phase des enquêtes démographiques.  En raison des problèmes découlant du financement des dépenses locales, le Gouvernement ne s'est pas définitivement prononcé sur la date du dénombrement du recensement.
Mali*	décembre 1976	Les résultats définitifs du recensement ont été publiés en cinq volumes.  On n'a encore établi aucun plan pour le prochain recensement prévu en 1986.
Mauritanie*	décembre 1976 (population sédentaire) janvier-avril 1977 (population nomade)	Les tableaux statistiques sur le recensement des populations sédentaires et nomades ont été publiés. On ne dispose d'aucune information sur la publication des rapports analytiques et administratifs.
Niger*	mai-juillet 1977 (population nomade du nord du pays)  novembre 1977 (population sédentaire et reste de la population nomade).	On s'attendait à ce que les tableaux statistiques du recensement soient produits pour chaque département et qu'un rapport méthodologique soit publié en deux volumes.  On ne dispose cependant d'aucune information sur la situation actuelle du plan de publication.

## AFRIQUE DE L'OUEST (suite)

## Nigéria\*

On ne dispose d'aucune information sur le prochain recensement de la population. Le dernier recensement avait été effectué en 1973 mais le Gouvernement nigérien avait décidé d'en ignorer les résultats.

## Sénégal\*

avril 1976

Les tableaux statistiques sur le recensement et le rapport méthodologique ont été publiés mais on ne dispose d'aucune information sur la publication du rapport analytique et des rapports spéciaux sur les activités socio-économiques, l'éducation et les migrations.

## Sierra Leone\*

décembre 1985

Le dernier recensement a été effectué en 1974 et on s'attendait à ce que le prochain recensement ait lieu en 1984 pour coïncider avec la période de la série de recensements de 1980, mais, en raison du démarrage tardif des activités préparatoires, le dénombrement du recensement est maintenant prévu pour décembre 1985. Le descriptif du projet a été formulé et soumis au FNUAP.

## Togo\*

novembre 1981

Le dénombrement du recensement est terminé et le traitement des données est en cours.

## Haute Volta\*

décembre 1975

Les résultats du recensement y compris l'analyse ont été publiés. L'élaboration de plans préliminaires pour le prochain recensement de la population de 1985 a été entreprise.

## AFRIQUE DU CENTRE

## Angola

1984 ou après

Le descriptif du projet a été préparé et approuvé par le FNUAP. Le recensement était initialement prévu pour 1983 mais on espère maintenant qu'un recensement pilote qui couvrira l'ensemble de la province de Luanda pourra être effectué en 1983 et qu'un recensement pour l'ensemble du pays pourra être effectué en 1984 ou après.

## Burundi\*

août 1979

Le traitement des données est terminé et la publication du premier volume des résultats du recensement est prévue pour le mois d'août 1983.

## AFRIQUE DU CENTRE (suite)

République-Unie du Cameroun*	avril 1976	Les résultats du recensement ont été publiés en quatre volumes. Le Gouvernement n'a encore formulé aucun plan précis pour le prochain recensement.
République centrafricaine*	décembre 1975	Bien que le dernier recensement ait été effectué durant la période de la série de recensements de 1980, il était censé faire partie de la série de 1970. Les résultats du dernier recensement ont été publiés mais on ne dispose d'aucune information relative au prochain recensement.
Tchad*		A cause de la situation politique régnant dans le pays, aucun recensement de la population n'a été effectué durant la série de 1970 et on ne prévoit pas d'en effectuer au cours de la série de 1980.
Congo*	décembre 1984	Le descriptif du projet a été formulé et approuvé par le FNUAP. Les activités préparatoires sont en cours.
Guinée équatoriale	juillet 1983	Le descriptif du projet a été formulé et approuvé par le FNUAP. Les activités préparatoires en vue du recensement sont en voie d'achèvement.
Gabon	août 1980	Le dénombrement du recensement est terminé et le Gouvernement gabonais a estimé que les résultats n'étaient pas valables car n'ayant aucun rapport avec la réalité.
Rwanda	août 1978	Le traitement des données du recensement est terminé. On ne dispose d'aucune information relative aux publications déjà sorties.
Sao Tomé-et-Principe	août 1981	Le dénombrement du recensement est terminé et on espère que le traitement des données sera achevé en 1983.
Zaïre	décembre 1983	Un recensement pilote a été effectué en août 1982 et les derniers préparatifs dont la préparation des cartes sont en cours. Le dénombrement du recensement était initialement prévu pour août 1983 mais a été reporté à décembre 1983.

AFRIQUE DE L'EST ET  
AFRIQUE AUSTRALE

Botswana

août 1981

Le traitement des données du recensement est terminé et les publications suivantes sont sorties :

- Rapport administratif/technique et tableaux statistiques nationaux
- Guide des villages et des villes du Botswana
- Tableaux récapitulatifs sur des échantillons de petite taille

Comores

septembre 1980  
et juillet 1981  
avril/mai 1982

Le premier dénombrement du recensement a été effectué en septembre 1980 et juillet 1981 et les résultats provisoires préparés. Le Gouvernement a cependant décidé d'en ignorer les résultats et a demandé au FNUAP une assistance pour recommencer le dénombrement dans dix localités en avril/mai 1982.

Djibouti

janvier 1983

Le dénombrement est terminé et le traitement des données est en cours.

Ethiopie\*

avril 1984

Le descriptif du projet a été formulé et approuvé par le FNUAP. La préparation des cartes ainsi que d'autres activités pré-censitaires sont en cours.

Kenya

août 1979

Le dénombrement du recensement est terminé ainsi que l'analyse mais on attend la publication du rapport.

Lesotho

avril 1976

Le dénombrement est terminé et les résultats ont été publiés en quatre volumes.

Madagascar\*

février 1985

Le dernier recensement a été effectué en 1975 dans le cadre du Programme africain de recensements et les résultats ont été publiés. On n'a encore formulé aucun plan pour le prochain recensement.

AFRIQUE DE L'EST ET  
AFRIQUE AUSTRAL (suite)

Malawi	septembre/ octobre 1977	Le dénombrement du recensement est terminé et les résultats ont été publiés.
Maurice	mars-mai 1983 juillet 1983	Le recensement de la population et de l'habitation a été effectué en deux phases. La première phase comportait l'inventaire des bâtiments et unités d'habitation et la seconde le dénombrement du recensement de la population. La CEA a fourni des services consultatifs en matière de statistiques démographiques, de cartographie et de traitement de données.
Mozambique	août 1980	Le dénombrement du recensement est terminé. La mise en forme définitive des tableaux doit se terminer à la fin 1982.
Seychelles	mai-août 1977	Le dénombrement du recensement a été effectué sur une période de quatre mois. Le rapport sur le recensement a été publié.
Somalie*	février 1975	Des services consultatifs de la CEA en matière d'examen de l'analyse du recensement et de la préparation des grandes lignes du rapport analytique/méthodologique ont été fournis. Suite au rejet initial des résultats du recensement, la mise en tableaux et la publication des tableaux statistiques du recensement de 1975 ont été différées.  Le descriptif du projet pour le prochain recensement de 1985 a été préparé et approuvé par le FNUAP. La CEA a fourni des services consultatifs en matière de cartographie de recensement.
Swaziland	août 1976	Les résultats du recensement ont été publiés en 1980 en trois volumes : Volume 1 - Rapport administratif et analyse Volume 2 - Tableaux statistiques détaillés Volume 3 - Projections sur la population



AFRIQUE DE L'EST ET  
AFRIQUE AUSTRALE (suite)

République-Unie de Tanzanie	août 1978	Les résultats du recensement doivent être publiés en huit volumes. Sept volumes ont été publiés et le dernier est dans la phase d'impression.
Ouganda	janvier 1980	Le dénombrement du recensement a été entrepris mais, en raison de l'insuffisance des préparatifs pour l'ensemble du programme de recensement et de la situation politique, ce programme n'avait pas pu être mené à terme. Le traitement des résultats du recensement n'a pas encore été effectué et la plupart des questionnaires du recensement déjà remplis ont été perdus. On a cependant établi des plans en vue de traiter les questionnaires restants. Le Gouvernement ougandais a également sollicité l'assistance de l'ONU pour effectuer une enquête démographique en vue de disposer de données nécessaires aux programmes de planification du développement.
Zambie	août/septembre 1980	Le dénombrement du recensement est terminé et les résultats préliminaires ont été publiés. Le traitement des données est en cours.
Zimbabwe	août/septembre 1982	Le dénombrement du recensement est terminé et les résultats préliminaires ont été publiés. Le traitement des données est en cours.

---

\* Pays ayant participé au Programme africain de recensements des Nations Unies (PAR).

CONSEILLERS REGIONAUX DE LA CEA ET DU SERVICE CONSULTATIF  
REGIONAL EN STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES DANS LE  
DOMAINE DES STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES

<u>Nom</u>	<u>Spécialité</u>
K.T. de Graft-Johnson	Chef adjoint de la Division de la statistique Administrateur de projets de la CEA
E.A. Colecraft	Statistiques démographiques/registres de l'état-civil (pays anglophones)
Hamady Sow	Statistiques démographiques (Pays francophones)
D.E. Benzine	Traitement de données
Roger Hare	Cartographie (Pays anglophones)
Oumar Bocoum	Cartographie (Pays francophones)
Abdou-Karim Diop	Registres d'état-civil (Pays francophones).